

Éditorial

«Aujourd’hui la contestation est partout. Des conflits que l’on croyait dépassés resurgissent et déferlent sur les sociétés actuelles avec une virulence nouvelle. On a invoqué une «quatrième vague» féministe ainsi qu’un retour du féminisme matérialiste des années 1970; *Black Lives Matter* et la critique postcoloniale s’insurgent contre les sociétés coloniales du passé – et les politiques d’immigration actuelles – en les confrontant au pouvoir persistant des classifications raciales, voire racistes. Les politiques d’austérité se voient confrontées à des résistances alternatives, et l’on perçoit un nouvel engagement étudiantin contre la nationalisation et l’instrumentalisation de la formation. En même temps, le concept de «vote de protestation» tend à faire des mécanismes de la démocratie des instruments d’opposition. Dans cette perspective, la formule du populisme apparaît comme un instrument commode d’interprétation des mutations des rapports de force, vers la droite comme vers la gauche. Dans ce contexte, tous les commentaires portant sur les mouvements de protestation du passé deviennent presque automatiquement politiques: leur histoire s’expose forcément à la suspicion d’héroïsation ou à une présomption de jugement posthume. Des formes plus subtiles de politiques de l’histoire tendent à qualifier les protestations du passé comme rationnelles et adéquates, seulement pour condamner d’autant plus fermement celles du présent. Et parfois, les conflits sociaux et politiques sont tout simplement évacués de l’interprétation des transformations historiques.»

C’est avec ces mots que nous avons introduit, pendant l’hiver 2017–2018, notre appel à contributions pour la journée annuelle de la SSEHS de 2018. À l’occasion d’une conjoncture mémorielle exceptionnelle concernant le thème de la protestation – avec les commémorations de la révolution russe, des 500 ans de la Réforme, avec la grève générale de 1918 et les mouvements de 1968 – nous souhaitions créer une plateforme de réflexion historique qui permettrait d’interpréter les phénomènes de protestation dans une perspective de longue durée.

Depuis lors, et au-delà de cette journée d’étude, nous avons vécu une année 2019 extraordinaire sous l’angle de la mobilisation collective, au point qu’on a pu parler

en Suisse d'une «année de la contestation». Le 14 juin 2019 la deuxième grève des femmes a vu l'adhésion de plus d'un demi-million de femmes et de nombre d'hommes dans tout le pays. Après la première grève de 1991, le mouvement féministe de 2019 peut être vu comme l'une des manifestations politiques les plus vastes de l'histoire de la Confédération. Seulement quelques mois plus tard, le 28 septembre 2019, nous avons assisté avec la manifestation à Berne pour le climat à une autre occasion extraordinaire de mobilisation collective.

Et la Suisse n'a certainement pas représenté un cas isolé, car toute l'Europe a été secouée par des vagues protestataires dans des formes souvent inédites: les gilets jaunes en France, les manifestations pour ou contre le Brexit en Grande-Bretagne, les «sardines» en Italie ont contribué à élargir l'éventail des formes de contestation en y ajoutant des éléments parfois spectaculaires, en tout cas de grande efficacité médiatique. En même temps, des mouvements plus traditionnels, tels que la mobilisation syndicale contre la réforme des pensions en France ou les manifestations nationalistes de Pegida en Allemagne, n'ont pas disparu.

On serait tenté·e·s de voir dans cette extension continentale des mouvements sociaux le symptôme d'une transformation profonde des sociétés occidentales. Le déclin des formes d'organisation communautaires fait place à une fragmentation sociale qui rend tout consensus sur des valeurs ou des programmes communs difficile à atteindre.

Cette situation européenne ne doit pas faire oublier que le reste du monde n'a pas davantage été épargné par des mobilisations parfois violentes. Si les affrontements à Hong Kong ont joui d'un vaste écho médiatique, cela est dû en partie à des motivations politiques évidentes. D'autres pays, moins dans le focus de la presse occidentale, ont pourtant connu des mobilisations tout à fait comparables. En Amérique latine, plusieurs pays, tels le Venezuela, la Bolivie, le Chili et le Pérou ont été secoués par de vastes mouvements sociaux. Faudrait-il alors parler d'une crise globale au sein de pays formellement démocratiques?

Cela apparaît difficile, si on considère que d'autres formes étatiques ont également été touchées par l'agitation politique et sociale. Dans le monde arabe, le Liban, l'Égypte, l'Iraq ou le Soudan ont assisté à des mouvements et des révoltes non moins graves, alors que, non loin de là, l'Iran a vécu le retour des contestations massives du régime. Cette liste sommaire n'est certainement pas exhaustive. Cette nouvelle vague mondiale de contestations est-elle liée aux nouveaux moyens de communication, dont il a largement été question au moment du «printemps arabe»? Ou s'agit-il plutôt de réactions à des transformations économiques, dans des situations de déficit de démocratie?

La thématique proposée n'a donc pas perdu de son actualité durant la préparation de ce volume. Il est d'ailleurs intéressant de noter l'émergence de sujets inédits de la contestation, ainsi que de nouvelles alliances et revendications, qui remettent en question d'anciennes structures: c'est ce qu'on observe au Liban, où le mécontentement général envers les vieilles élites semble dépasser les fractures religieuses

traditionnelles. En Europe également, les transformations économiques et sociales font émerger de nouveaux horizons de la contestation, qui défient les catégories traditionnelles d'interprétation. Cela devient évident dans le cas des mouvements paysans, ou ruraux, auxquels sont consacrés plusieurs contributions dans ce volume. Si on a plutôt bien étudié l'époque moderne et le XIX^e siècle, on connaît moins la persistance des revendications et des luttes collectives rurales (et paysannes) au XX^e siècle en comparaison européenne. Crises de la ruralité, crises des mondes agricoles ont fait émerger de nouvelles formes de luttes (qu'on pense aux incendiaires bretons et à la violence des mouvements paysans en France dans les années 1960–1970 et au-delà; qu'on pense aux pêcheurs bretons luttant contre la baisse des prix, aux manifestations violentes qui vont déboucher sur l'incendie du Parlement de Bretagne presque entièrement détruit en 1994).

La catégorie générale et vague de «paysans» s'avère ainsi insuffisante pour décrire la contestation liée au monde rural – nous y reviendrons. Il est aussi question, notamment en France, d'une crise d'un certain modèle de développement: parmi les gilets jaunes, on peut souligner une contribution importante de ceux et celles qu'on pourrait appeler des «néoruraux», qui cherchent à proximité des petites villes (désertées) un habitat et des conditions de vie qu'il n'est pas possible de maintenir dans un contexte urbain. On voit se construire un mode de vie centré sur la voiture, le pavillonnaire, mais aussi conditionné par la distance aux infrastructures sanitaires ou scolaires, qui fragilise les ménages en cas de divorce ou de changement soudain de revenu – par exemple si l'un des conjoints perd son emploi.

Ce tissu néorural, dynamique mais précaire, témoigne de nouvelles fragilités sociales et économiques qui génèrent de nouvelles «coalitions», ni roses ni vertes, sans identité figée, mais nourries par le constat commun de la dégradation d'un «mode de vie». En ce sens, la contestation devient un symptôme de transformations profondes de la société.

D'autres phénomènes témoignent de profondes mutations sociales et culturelles. L'une des manifestations les plus significatives d'un renouvellement des formes de contestation coïncide avec la résistance massive de femmes contre les abus sexuels masculins, qui, pour la première fois, font l'objet d'une contestation à l'échelle internationale. La mobilisation, notamment des jeunes, pour le climat met également en avant de nouvelles dimensions de la contestation.

Cette transformation des cultures de la protestation représente un défi de taille pour les historien-ne-s et les spécialistes en sciences sociales: la difficulté à interpréter et à expliquer des mouvements contestataires de droite, au-delà de l'étiquette vague de «populisme», est aujourd'hui assez évidente. En fait, les rebelles «méchants» et incommodes de droite défient la tradition historiographique qui a dominé des années 1960 jusqu'aux années 1990 et qui se fondait largement sur une opposition entre un pouvoir despotique et des résistant-e-s luttant au nom de la liberté ou de droits sociaux.

Pourtant, et en dépit du caractère inédit de certains mouvements récents, les historien·ne·s ont un rôle important à jouer. La palette variée des «nouvelles» contestations que nous avons évoquées témoigne, en effet, d'une certaine continuité de formes, de l'actualisation de contenus traditionnels qui sautent aux yeux. L'agitation ainsi que les actions parfois violentes contre des minorités – que ce soient les juifs, les étrangers en général, des groupes ethniques ou religieux – ne sont pas des inventions du XXI^e siècle. Les contestations contre les prix élevés, contre les impôts, contre des lois perçues comme inutiles ou chicanesuses, contre la bureaucratie décrite comme superflue et gourmande ne sont pas non plus des innovations récentes. Au même titre, la simplification, la personnalisation et l'émotionnalisation des faits que l'on reproche aujourd'hui aux mouvements «populistes» ainsi qu'aux médias ont déjà été expérimentées dans le passé, par exemple à l'époque de la Contre-Réforme.

Il serait également stimulant d'interroger les continuités concernant la question classique de la fête et de la joie dans les luttes collectives ou révolutionnaires: par une telle approche, les formes de la protestation ne sont pas appréhendées uniquement comme explosions de mécontentement, mais aussi comme espace d'apprentissage d'un nouveau «commun» et de créations de nouveaux liens interpersonnels et sociaux. Ces derniers peuvent alimenter, par exemple, les dimensions «générationnelles» des luttes et leurs (beaux) souvenirs (qu'on trouve dans de multiples représentations iconographiques du mouvement ouvrier, par exemple) ou encourager la formation de réseaux qui s'étendent au-delà de la classe, du groupe professionnel ou de l'organisation politique formelle.

Malheureusement, des analyses transversales de ces continuités manquent encore presque totalement, bien que la recherche sur des mouvements révolutionnaires ou contre-révolutionnaires du passé – telles des contestations religieuses, conservatrices ou restauratrices – fournisse des points de comparaison intéressants.

Le présent soulève donc de nouvelles questions, auxquelles les sciences historiques sont appelées à donner des réponses. Cela ne représente pas uniquement un exercice académique. L'expérience de l'organisation de la grève des femmes a encouragé l'émergence d'un besoin de profondeur historique qui a donné l'occasion à plusieurs historiennes de s'exprimer publiquement et de présenter des perspectives historiographiques sur le présent à un large public.

Essayons de résumer synthétiquement les questions qui traversent ce volume. Elles n'épuisent pas le contenu des différentes contributions présentées ici, mais tentent plutôt de définir le terrain d'une réflexion sur les phénomènes de contestation et de résistance inspirée par l'histoire sociale, à laquelle les articles de ce volume apportent des éléments significatifs.

Comment les protestations actuelles peuvent-elles être lues et interprétées dans une perspective historique? Quelles comparaisons historiques peuvent être mobilisées afin de comprendre les traits spécifiques des mouvements actuels? Que signifie le

glissement sémantique du concept de «protestation» vers celui d'«activisme»? Comment les acteurs et les actrices eux/elles-mêmes se positionnent-ils/elles par rapport à l'héritage de la contestation: par une démarcation, une identification affirmée, ou encore par le silence, voire l'oubli ou le déni? Et comment utilisent-ils/elles les moyens ainsi que les réseaux de communication de leur époque afin de mobiliser ou de donner de la résonance à leurs revendications?

Ces interrogations apparaissent dans les articles de Sandro Liniger et de Séverin Duc. Liniger insiste sur le rôle des représentations de la contestation, qui, à l'époque des conflits politiques et religieux des Grisons au XVII^e siècle, jouent un rôle décisif dans le développement des événements. En parallèle, l'étude souligne la fonction structurelle de la contestation ritualisée, qui dans le cas du «*Fähnliupf*» (soulèvement des bannières) grison, peut être utilisée comme correctif contre des abus de pouvoir – qu'ils soient réels ou présumés.

Témoignant d'une autre perspective, Duc analyse la signification de la mémoire de la révolte sicilienne de 1282 contre l'occupation de Charles d'Anjou à des époques et dans des configurations politiques différentes. L'historien interroge les potentialités politiques de la formation des identités collectives à partir de souvenirs passés qui sont pour l'essentiel traumatiques. Il est bien également question du sang et de la violence dans la contribution de Renata Latala qui se propose de réinterpréter le soulèvement polonais de 1905 contre l'oppression russe en dehors des seuls cadres «nationalistes» ou plutôt en étudiant la façon dont l'événement est formateur d'une identification «générationnelle» revendicatrice plusieurs fois mobilisable. Renata Latala utilise en effet le concept de «génération» pour ouvrir la mobilisation de la jeunesse polonaise en 1905 au-delà des voies historiographiques habituelles.

D'autres questions sous-tendent le travail des historiennes et des historiens: quels rapports voient-elles/ils entre les protestations du passé et celles du présent? Est-ce qu'ils/elles s'en servent pour définir de nouveaux champs de recherche, comme dans les années 1970, lorsque des historien·ne·s comme E. P. Thompson, Natalie Zemon Davis ou Eric Hobsbawm se consacraient à l'étude des mouvements de contestation de l'Europe moderne sous l'influence des révoltes des étudiant·e·s et de la décolonisation?

L'histoire sociale «classique» de la protestation a largement abordé les différentes formes de manifestation de la dissension: de la révolte rurale ou urbaine de la période médiévale ou moderne à l'histoire du mouvement ouvrier ou étudiantin de l'époque contemporaine. Pour enrichir les connaissances existantes, nous disposons aujourd'hui d'une historiographie du féminisme, tandis que l'histoire des révolutions a connu un mouvement de décentralisation postcolonial. Est-ce l'occasion de dresser un bilan de l'histoire des protestations au début du XXI^e siècle? Est-il possible de rassembler des domaines aussi différents que les révoltes paysannes, les politiques populaires, les mutineries dans les régimes de travail forcé, la situation haïtienne en

1791, les grèves, les *Kitchen politics*, les mouvements anticoloniaux dans un cadre analytique commun? Quelle en est l'utilité, et quel en est le prix? Enfin, quel intérêt scientifique peut-on attribuer à l'histoire sociale de la protestation, en comparaison à des champs apparentés, tels que l'étude des mouvements sociaux en sciences politiques?

Les contributions d'Anja Suter et de Milo Probst livrent à ce propos des éléments intéressants, en questionnant les protagonistes de la contestation dans une perspective transnationale.

Selon Suter, une histoire morcelée de la protestation, qui recherche des liens ainsi que des différences, n'est pas en mesure de reconnaître les influences significatives du mouvement pour la santé des femmes indiennes sur des regroupements semblables en Suisse.

De son côté Probst réfléchit sur la catégorie conceptuelle de «classe travailleuse» (*Arbeiterklasse*) en enquêtant sur le mouvement anarchiste en Argentine et sur des conceptions de subjectivité révolutionnaire hétérogène. Il relie cette réflexion à une analyse décidément transnationale de perceptions diverses de la modernité.

L'histoire sociale de la contestation a employé tout un éventail de propositions théoriques. En partant des approches structuralistes, qui voyaient la protestation ouverte comme un épiphénomène, au travers d'analyses des logiques sociales des mouvements de contestation, inspirées par l'anthropologie, jusqu'à une lecture de l'histoire en tant qu'histoire de luttes de classes, plusieurs pistes ont été suivies. À la marge de ces approches, des débats importants se sont développés: qu'en est-il aujourd'hui? Est-ce que les anciennes interprétations des protestations en termes de conflits sociaux ou d'articulations politiques d'intérêts spécifiques sont encore valables – ou sont-elles réactualisées aujourd'hui? Nous sommes à ce titre interpellé·e·s par de nouvelles perspectives visant l'agentivité (*agency*), par exemple dans le concept d'acteur·trice compétent·e ou par le regard porté sur les réseaux sociaux composés d'individus et d'objets. Quelles inspirations analytiques peut-on tirer des contestations actuelles? L'activisme de nos jours sur les réseaux sociaux, ainsi que les politiques d'alliances du temps présent, favorisent-ils une nouvelle réflexion sur le rôle des médias ainsi que sur les protagonistes contestataires du passé?

Peter Moser pose, dans son article, la question cruciale du pouvoir d'interprétation ainsi que des outils conceptuels par lesquels les mouvements protestataires sont classifiés et expliqués. Son étude comparative sur des mouvements ruraux suisses et irlandais du XX^e siècle met en évidence l'incapacité des conceptions développées sur la base d'acteurs de la société industrielle de cerner correctement des contestations rurales contemporaines multiformes, finissant par les déformer et par ignorer les éléments mêmes de leur originalité.

La réflexion de Guillaume Savoy peut être reliée à cette même problématique: sa contribution montre que les manifestations paysannes suisses du XX^e siècle reflètent

une situation économique et sociale du monde rural très spécifique et de nature ambivalente. Son enquête met en même temps en exergue le rôle crucial des médias dans les mouvements de contestation et souligne les conséquences des agitations sur la vision stéréotypée de la paysannerie dans l'opinion publique suisse – notamment urbaine.

Les interprétations et les conceptualisations de la contestation sont actuellement mises en question également par de nouvelles conceptions de l'agentivité, qui appréhendent des individus, des groupes en les traitant comme des acteurs et des actrices compétent·e·s et responsables. Il s'agit d'une approche intéressante afin de mettre en lumière des dynamiques de contestation autrement peu visibles. C'est l'objectif que poursuit Anina Zahnd dans sa contribution, qui mobilise les impulsions de la sociologie de Luc Boltanski pour une analyse des mouvements des chômeurs suisses de l'histoire récente. Avec un regard critique sur la recherche en ce domaine depuis 1975, l'auteure s'intéresse au potentiel productif d'un mouvement instable, mais non privé d'efficacité, sans lequel les évolutions dans la gestion étatique du chômage peuvent difficilement être expliquées.

Une question ultérieure – et importante – vise les nouvelles pistes de recherche qui peuvent être nourries par l'observation des mouvements actuels. L'activisme sur les réseaux sociaux, peut-il renouveler l'attention consacrée aux médias et aux modalités d'expression des mouvements de contestation du passé? Dans sa contribution sur les pratiques de mobilisation du mouvement suisse en faveur de la paix des années 1980, Andrea Schweizer développe précisément ces aspects: l'analyse attire l'attention sur l'interaction entre monde médiatique, structures de l'opinion publique et pratiques de l'action collective.

Finalement: une actualisation de l'histoire des protestations peut-elle être féconde pour une nouvelle réflexion sur les interactions entre sphères sociale et politique? Dans l'article qui ouvre ce volume Andreas Würgler reprend des interrogations de cette nature en analysant les utilisations historiographiques du concept de «protestation» pour la Confédération suisse de l'époque moderne et en questionnant ses liens avec les catégories de «participation» et «révolution». Sa contribution pose en même temps la question des fonctions de la contestation dans le système politique et social de l'ancienne Confédération et nous interroge plus fondamentalement sur l'efficacité, voire le potentiel de transformation, des mouvements de résistance. Une ultime question qui n'a certainement pas perdu en actualité!